ANALYSE

LE PIB DE MAURICE CHUTE DE -2 % AU PREMIER TRIMESTRE 2020

La situation économique était déjà délicate avant la COVID-19



AMIT BAKHIRTA, MBA
FOUNDER & CEO, ANNEAU

« Le vice inhérent du capitalisme est le partage inégal des bénédictions. La vertu inhérente du socialisme est le partage égal des misères. »
Sir Winston Churchill.

Comme pour toutes les questions de nature et de vie, tout est question d'harmonie. Cette dernière est la panacée de l'humanité et par extension de l'économie. On estime que notre Produit Intérieur brut (PIB) s'est contracté d'environ -2 % au premier trimestre de 2020. Ce n'est apparemment et malheureusement guère le point de départ de ce qui devrait être un 2020 historique, à bien des égards. -2 % au cours du premier trimestre implique que l'économie avait déjà commencé l'année avec une tendance à la baisse et à l'affaiblissement de la production économique. Selon les estimations, la croissance économique pour 2019 s'est terminée à +3,1 %, bien au sud de nombreuses projections précédentes menées par l'exécutif. Compte tenu du fait que le pays a été confiné pendant 11 jours au cours du premier trimestre, soit environ 12 % du nombre de jours calendaires, nous constatons avec inquiétude que le navire s'était affaibli, bien avant le confinement.

COMMENT NOUS COMPARONS AVEC LE MONDE

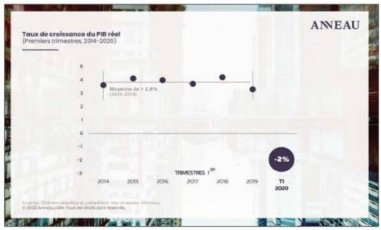
La contraction de -2 % du PIB réel au premier trimestre 2020 (*voir le graphique d'Anneau*) contraste avec une contraction de -1,8 % des pays de l'OCDE, -3,6 % dans la zone euro, -4,8 % aux États-Unis, -5,9 % en France, -2,2 % en Allemagne et -6,8 % en Chine. L'Inde n'a progressé que de +0,7 %. Le deuxième trimestre de cette année sera probablement le plus décevant avec un PIB en forte baisse dans le monde, hors Chine et certains pays émergents. Le troisième trimestre devrait toutefois afficher une forte reprise par rapport aux bases de 2019 et au deuxième trimestre de 2020. Ainsi, à la suite de l'introduction des mesures d'endiguement de la COVID-19 dans le monde depuis mars 2020, le PIB réel de la zone OCDE a accusé une baisse sans précédent, de -9,8 %, au deuxième trimestre de 2020, selon des estimations.

Parmi les sept grandes économies, c'est au Royaume-Uni que le PIB a chuté le plus radicalement, de -20,4 %. En France, où les mesures de verrouillage ont été parmi les plus strictes, le PIB a reculé de -13,8 %. Le PIB a également fortement reculé en Italie, au Canada et en Allemagne au deuxième trimestre (respectivement de -12,4 %, -12,0 % et -9,7 % (contre -5,4 %, -2,1 % et -2,0 % au trimestre précédent). Aux États-Unis, où de nombreux États ont introduit des mesures de « confinement » fin mars, le PIB s'est légèrement contracté (-9,5 %, contre -1,3 % au trimestre précédent).

Au Japon, où les mesures d'endiguement ont été moins strictes, le PIB s'est contracté de -7,8 % au deuxième trimestre 2020, contre -0,6 % au trimestre précédent. Dans la zone euro et dans l'Union européenne (UE), le PIB a baissé respectivement de -12,1 % et -11,7 %, contre des baisses de -3,6 % et -3,2 % au trimestre précédent.

LES CHIFFRES SOUS-JACENTS

En fait, la contraction du premier trimestre a été la première contraction économique depuis le premier trimestre 2005 à Maurice, la pandémie de coronavirus ayant gravement perturbé les activités nationales. Il est à noter que les principales baisses de la valeur ajoutée brute (VAB) ont été observées dans l'hébergement et la restauration (-13,6 %, contre -3,3 % au quatrième trimestre) ; transport et stockage (-5 % vs 3,3 %) ; commerce de gros et de détail (-3,8 % vs 3,6 %) ; construction (-6,9 % vs 8 %) et fabrication (-3,7 % vs -0,5 %). De plus, la croissance a ralenti principalement dans l'information et la communication (3,3 %, contre 5,6 %) ; finance et assurance (4,7 % vs 5,1 %) ; activités immobilières (2,5 % vs 3,8 %) et services administratifs et de soutien (1,7 % vs 5,1 %). Sur une base trimestrielle désaisonnalisée, le PIB s'est contracté de 3,6 %, après une croissance à la hausse de 1,5 % au cours de la période précédente.



« Dans des moments comme ceux-ci, nous avons besoin d'un leadership exemplaire, prévenant et fort. »

Nous prévoyons une reprise des services d'hébergement et de restauration, quoique faiblement au troisième trimestre de cette année. Cependant, une reprise plus soutenue dépendra probablement entièrement de la réouverture de nos frontières et des modalités de celle-ci (et doit donc être faite intelligemment). Il est important de garder à l'esprit que la réouverture, bien que souhaitable, ne se révélera probablement pas une panacée à notre croissance économique, qui pourrait bien arriver à une fin cyclique.

Nonobstant la réouverture desdites frontières, à moins que nous n'établissions un modèle de tourisme clair, remanié et économiquement sensé, basé sur une proposition de vente unique claire et cohérente, la reprise de cette industrie pourrait fort probablement prendre quelques années pour revenir à la pré-crise et cela devrait paraître effrayant tant pour les acteurs concernés que pour les acteurs économiques. Comme mentionné début avril, nous craignons que le nombre de touristes et de voyages ne s'accélère car la réouverture non organisée des frontières et le facteur « peur » restreignent les voyages dans le monde.

Non seulement les mesures sanitaires et de quarantaine appropriées devraient être mises en place, mais elles devraient également être basées sur le bon vieux bon sens (cela devrait avoir un sens économique pour les voyageurs mondiaux de choisir Maurice comme destination). Les voyages doivent probablement reprendre aux niveaux local, régional et international (de manière progressive) ; ce qui implique malheureusement que le nombre de nos arrivées risque de se transformer en une longue et douloureuse reprise.

Le commerce de gros et de détail, tout en s'effondrant au deuxième trimestre de cette année et en se remettant fortement de la base basse au troisième trimestre, cédera probablement à l'impact d'une consommation plus faible, elle-même conséquence directe du pouvoir d'achat plus faible de la roupie et d'un chômage plus élevé. Un manque de visibilité économique et financière n'aide guère !

Le secteur de la construction ne peut pas être uniquement soutenu par les dépenses publiques et les projets d'infrastructure en cours (mais ils peuvent aider). La majorité de nos réseaux routiers ont besoin d'un entretien désespéré sur toute l'île et il est important de prévoir un budget de temps élevé pour être alloué en conséquence. La reprise de la construction du secteur privé ne sera probablement pas durable. On constate déjà que les travaux ont repris à tous les niveaux pour que les participants réalisent les projets déjà embarqués, mais les nouveaux projets ont pour la plupart été mis en attente, et ce malgré l'environnement de taux d'intérêt historiquement bas.

Les banques et les institutions de financement tiennent aussi malheureusement le robinet mais pour combien de temps ? Ainsi, si l'on note le secteur de l'immobilier commercial bouillonnant, le segment résidentiel devrait continuer d'attirer les investissements. Notre secteur financier est mis à l'épreuve et tant que le pays reste sur la liste noire de l'UE, les perspectives pour les entreprises offshore locales et la menace sur les dépôts locaux de GBC restent réelles. Ces banques et entreprises devraient donc se concentrer sur la mise en tampon de leurs niveaux de capital et comme applicable, leurs structures de capital.

CETTE FOIS PEUT ÊTRE DIFFÉRENTE

Ce que nous craignons en essayant de regarder au-delà du T1 décevant et des chiffres catastrophiques de T2, c'est que la « confiance » prenne du temps à s'installer. La psyché de confiance et de sérénité est une question psychologique qui doit venir de l'exécutif et donc par créateurs de politiques. Le sens actuel est celui de la stagnation, d'un manque d'implémentation, de planification intelligente mais aussi de la simple confusion. Dans des moments comme ceux-ci, nous avons besoin d'un leadership exemplaire, prévenant et fort mais aussi de clarté (dite visibilité pour instaurer la confiance dans l'économie).

Nous avons besoin de décideurs politiques compétents qui prennent les bonnes mesures pour rassurer la nation et le secteur privé. Indéniable, malheureusement. Le marché est hélas la jauge d'une telle confiance (ou l'absence de), et pour le moment, il n'est pas convaincu et signale la plausibilité d'une décennie perdue à venir (le risque est réel), ou d'une calamité économique dont nos ancêtres n'auraient peut-être jamais rêvé, si nous restons imprudemment inertes face aux incertitudes. *« Nous sommes souvent obstinément aveuglés jusqu'à ce que nous heurtions le mur... »*

Anneau est une société de services financiers agréée et réglementée par la Financial Services Commission à Maurice.